

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales de ce mardi 15 novembre 2022

SOMMAIRE

- COP27 : La RDC organise une marche silencieuse pour porter davantage sa voix
- COP 27 : Antonio Guterres appelle à "un pacte de solidarité climatique"
- RDC : plus de 800 cas de mariages précoces recensés au Kasai-Central et au Sankuru
- Kasai-Central : l'ONG FMMDI forme les jeunes filles sur la participation à la vie politique
- Lubumbashi : « Sage-femme », cette profession qui sauve des vies
- Crise RDC-Rwanda : Uhuru Kenyatta poursuit ses consultations à Kinshasa
- Processus de paix en RDC : « Le M23 est un groupe terroriste avec lequel on ne peut pas négocier » (Mboso)
- "Embargo sur les armes" : Christophe Lutundula appelle la population au calme
- Nord-Kivu : reprise des combats entre FARDC et M23 autour de Kibumba

1. DROITS HUMAINS

COP27 : La RDC organise une marche silencieuse pour porter davantage sa voix

La délégation Congolaise à la COP27 à Sharm El-Sheikh en Égypte a organisé ce lundi 14 novembre 2022 une marche silencieuse pour porter davantage sa voix sur la cause du climat, apprend POLITICO.CD des services proches de la délégation congolaise à la COP27. Calicots frappés à l'effigie de la RDC, Pays solution, la délégation Congolaise a sillonné les différents stands sous une ambiance ponctuée de slameur Bobo. « *Tenez vos engagements, la RDC Green demeure la solution climatique au monde* », voilà les différents messages que l'on pouvait lire et attendre. À l'en croire, la RDC à travers cette marche silencieuse, a également voulu dénoncer l'insécurité accrue dans la partie Est du pays et cela entretenu par l'agression

Rwandaise. Cela a un impact négatif sur l'environnement dit Héritier Mpiana, le Directeur de cabinet adjoint de la Vice-Premier Ministre.

COP 27 : Antonio Guterres appelle à "un pacte de solidarité climatique"

« L'humanité a le choix : coopérer ou périr. Il s'agit soit d'un pacte de solidarité climatique, soit d'un pacte de suicide collectif », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU à plus de cent dirigeants mondiaux réunis pour la première séance plénière officielle de la COP27 lundi 7 novembre en Egypte. Selon Antonio Guterres, le pacte proposé verrait tous les pays déployer des efforts supplémentaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et les nations les plus riches ainsi que les institutions financières internationales fournir une assistance aux économies émergentes. Le pacte viserait aussi à mettre fin à la dépendance aux combustibles fossiles et à la construction de centrales au charbon et à fournir une énergie durable pour tous. *« Les deux plus grandes économies - les États-Unis et la Chine - ont la responsabilité particulière d'unir leurs efforts pour faire de ce pacte une réalité. C'est notre seul espoir d'atteindre nos objectifs climatiques »*, a souligné Antonio Guterres au cours de son discours.

2. DROITS DES FEMMES

RDC : plus de 800 cas de mariages précoces recensés au Kasai-Central et au Sankuru

L'ONG "Enfant Avenir" (ENAV) affirme avoir recensé plus de huit cents cas de mariages précoces depuis janvier dernier à ce jour, dans les provinces du Kasai-Central et du Sankuru. Son coordonnateur, Pierre Bibombe, en séjour à Kinshasa, l'a annoncé lundi 14 novembre à Radio Okapi. *« On ne connaît pas les auteurs. Ce sont des enfants issus de viol. C'est une autre problématique aujourd'hui. Au-delà des viols, quel est le sort de ces enfants issus des viols ? Comment peut-on prendre en charge une telle catégorie de vulnérabilité ? »*, s'est interrogé Pierre Bibombe. Selon lui, cette situation met en difficulté plusieurs jeunes filles qui ne peuvent plus poursuivre leur cursus scolaire. L'ONG "Enfant Avenir" (ENAV) affirme avoir recensé plus de huit cents cas de mariages précoces depuis janvier dernier à ce jour, dans les provinces du Kasai-Central et du Sankuru. Son coordonnateur, Pierre Bibombe, en séjour à Kinshasa, l'a annoncé lundi 14 novembre à Radio Okapi. *« On ne connaît pas les auteurs. Ce sont des enfants issus de viol. C'est une autre problématique aujourd'hui. Au-delà des viols, quel est le sort de ces enfants issus des viols ? Comment peut-on prendre en charge une telle catégorie de vulnérabilité ? »*, s'est interrogé Pierre

Bibombe. Selon lui, cette situation met en difficulté plusieurs jeunes filles qui ne peuvent plus poursuivre leur cursus scolaire. »

Kasaï-Central : l'ONG FMMDI forme les jeunes filles sur la participation à la vie politique

L'ONG « Femmes main dans la main pour le développement intégral », (FMMDI) s'active pour accroître la participation de la femme à la vie politique. Elle forme des jeunes filles, depuis lundi 14 novembre, sur leur rôle dans l'éveil de conscience politique. Au cours de cette formation, les jeunes filles sont informées notamment sur le processus électoral. *« Parmi les modules, il y a par exemple, comment améliorer la situation de la participation de la femme à la vie politique, le cycle électoral, les avantages et les inconvénients de la loi électorale révisée, le renforcement du leadership pour la participation de la femme à la vie politique, le plaidoyer et la communication pour le changement de comportement »*, a souligné la directrice pays de FMMDI, Nathalie Kambala. Cette formation des jeunes filles intervient après celle des femmes leaders des associations, des Églises et des Partis politiques. Nathalie Kambala affirme qu'après ces formations, des programmes de sensibilisation, d'accompagnement, de coaching et de soutien seront mis en place pour l'implication de la femme dans la politique.

Lubumbashi : « Sage-femme », cette profession qui sauve des vies

En RDC, les sages-femmes jouent un rôle majeur dans la réduction de la mortalité maternelle et néonatale, indique-t-on dans les milieux sanitaires. Dans la ville de Lubumbashi par exemple, elles sont présentes dans les maternités et auprès des communautés pour accompagner les femmes enceintes avant, pendant et après la grossesse. *« Anciennement on pouvait s'improviser accoucheuse sur base de son expérience personnelle, mais aujourd'hui être sage-femme requiert des études et qualifications »*, explique Aline Ngomb enseignante d'universités et Présidente de la corporation de sages-femmes dans la province du Haut-Katanga. *« En dépit de son appellation sage-femme, la profession est aussi exercée par des hommes »*, précise-t-elle. Si la pratique sage-femme est ce qu'elle est aujourd'hui, c'est aussi et surtout grâce à l'héroïsme de feu Henriette Eke qui a travaillé pendant plus de 40 ans comme Sage-femme à sauver des vies et a été conseillère à l'UNFPA. Elle est décédée en novembre 2020. Dans les milieux de la corporation ce sont les hommages. *« Avec Henriette Eke, l'UNFPA a appuyé le gouvernement national de la RDC dans la révision du programme de formation. Et j'avais participé à cette révision. Les premiers travaux ont eu lieu à Kisantu au Kongo-Central. Après, le ministère de l'enseignement supérieur et universitaire a autonomisé la profession Sage-femme »*, s'est rappelée Aline Ngomb.

3. SITUATION POLITIQUE

Crise RDC-Rwanda : Uhuru Kenyatta poursuit ses consultations à Kinshasa

L'ancien président du Kenya, Uhuru Kenyatta, désigné facilitateur du processus de Nairobi par la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) a reçu ce lundi 14 novembre à Kinshasa, la classe politique congolaise, notamment les deux chambres du Parlement, ainsi que les représentants de différentes communautés venues du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. Avec ces différents interlocuteurs, Uhuru Kenyatta a défini les pistes de solutions aux problèmes de l'insécurité dans l'Est du pays, dans la perspective des pourparlers de Nairobi prévus le 21 novembre. L'acteur de la société et point focal du processus de Nairobi au Sud-Kivu, Evariste Mfuame, qui s'est exprimé sur Radio Okapi après l'audience accordée aux communautés de cette province, dit avoir proposé au facilitateur la mise sur pied d'un groupe de travail : « *En termes des recommandations, c'est de demander au facilitateur de l'EAC d'avoir un groupe de travail. Parce que, c'est un conflit qui a beaucoup de complexités, qui demande beaucoup d'analyses, beaucoup de lucidité pour accompagner les Congolais et les Etats de la région à aller vers des solutions durables de paix, de stabilité et de développement* ».

Processus de paix en RDC : « Le M23 est un groupe terroriste avec lequel on ne peut pas négocier » (Mboso)

Le Président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso N'Kodia Pwanga, accompagné des membres du bureau, a répondu, ce lundi 14 novembre, à l'appel de l'ancien Président du Kenya, Uhuru Kenyatta, facilitateur désigné par la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) qui est venu consulter les acteurs politiques, de la Société civile et leaders de communautés du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri ainsi que les ambassadeurs. À l'issue de son entretien avec l'ancien président kenyan, le speaker de la Chambre basse du Parlement, a fait savoir qu'ils ont d'abord remercié le président Uhuru Kenyatta pour avoir accepté cette mission délicate de facilitation que le bureau de l'Assemblée nationale est venu répondre à l'appel de la paix. D'après Mboso, Uhuru Kenyatta a pris cette charge pour essayer de ramener la paix, avec le concours de tous les hommes de bonne volonté.

"Embargo sur les armes" : Christophe Lutundula appelle la population au calme

Alors que certains partis politiques et mouvements citoyens envisage de manifester contre la communauté internationale au sujet de l'embargo sur les armes, le vice-

premier ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula, a mis en garde lundi 14 novembre la population face à toute action qui jouerait en faveur de l'ennemi de la RDC. « *Il faut éviter de tomber dans le piège de l'ennemi de la République quo veut que nous soyons en opposition avec les nations unies et la communauté internationale* », a déclaré Christophe Lutindula dans une interview accordée à Radio Okapi à partir de Luanda en Angola où il se trouve. Les conditionnalités posées aux vendeurs et transporteurs avant de livrer les armes à la RDC seront aussi levées ; car les démarches sont déjà en cours, a-t-il précisé. « La démarche est en cours. Je venais d'écrire au président du comité de sanction. Ça va se résoudre » a poursuivi le vice-premier ministre des Affaires étrangères. Pour lui, la RDC n'est plus formellement sous embargo. Mais, les restrictions de notification imposée aux vendeurs et aux transporteurs empêchent le gouvernement congolais de s'approvisionner rapidement et facilement en armes.

4. SECURITE

Nord-Kivu : reprise des combats entre FARDC et M23 autour de Kibumba

Des violents combats ont opposé dans la matinée (5h TU) de ce lundi 14 novembre, les FARDC aux rebelles M23 sur deux fronts dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo (Nord-Kivu). C'est notamment à Gikeri, au Nord-Est du groupement Kibumba, et à Kalengera, dans le groupement Kisigari, territoire de Rutshuru. Selon certaines sources civiles dans la zone de Nyiragongo, les rebelles du M23 ont attaqué l'armée congolaise, pour la 4ème fois dans cette zone. Ils auraient, ajoutent ces sources, pris le contrôle du village Mwaro avec l'intention de contrôler Gasizi et la colline stratégique de Hehu, estiment ces sources qui précisent que l'armée congolaise résiste encore à ces attaques.

Équipe de la Maison des Droits de l'Homme du Centre Carter Pour nous contacter directement
infomdhcongo@cartercenter.org
<https://vlfcongo.org/> www.cartercenter.org
(+243) 81 709 83 29 372, Av. Colonel Mondjiba, Concession Immotex Bâtiment 9B C/ Ngaliema, Kinshasa
République Démocratique du Congo